

## Loisir, nature, environnement

### Réflexions de prospective

par M. Serge ANTOINE

Conseiller Référendaire à la Cour des Comptes,  
Chargé de mission à la Délégation à l'Aménagement du Territoire  
et à l'Action Régionale

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs,

Je suis très heureux d'être parmi vous aujourd'hui, car celui qui s'occupe d'aménagement du territoire est certain d'être en présence ici d'un auditoire qui y participe à sa manière et à son échelle par l'action qu'il mène sur le terrain.

Je vous parlerai ce matin, avant M. SAILLET qui, lui, vous parlera des parcs naturels régionaux, des loisirs d'abord, puis de la nature, enfin de « l'environnement ». J'insisterai sur les rapports entre loisirs et nature dans le cadre géographique et humain qui est le nôtre, celui dont nous sommes les bénéficiaires et dont nous sommes aussi les comptables : comptables au sens où M. Bertrand DE JOUVENEL disait, en citant la Genèse : « Qu'as-tu fait de la terre » ? Car nous sommes comptables de cette terre, de ce grand jardin qui est le nôtre, individuellement et collectivement.

C'est intentionnellement que je me réfère à M. DE JOUVENEL, à la fois parce qu'il vient d'écrire « Arcadie ou le mieux-vivre », qui est un livre de sagesse et parce qu'il est l'une des personnes en France les plus attachées aux problèmes de la prospective, c'est-à-dire de la réflexion sur le futur, sur un futur à long terme.

Car je ne vous parlerai pas de la situation actuelle des loisirs ou de la nature ; je ne photographierai pas la situation actuelle que nous pouvons concevoir intuitivement et même statistiquement, mais j'essaierai d'ouvrir un certain nombre de perspectives sur les tendances et sur le long terme.

Il est évidemment quelquefois risqué d'imaginer ce qui pourra se passer en 1985 ou en l'an 2000, mais il faut bien dire que nous sommes souvent contraints de le faire ; les grandes entreprises et

l'Etat le font bien. Ainsi, on repense actuellement les structures de la S.N.C.F. ou les infrastructures routières ; il s'agit là d'un véritable programme à trente ans, sur une génération. Pour certaines infrastructures, pour certains équipements, nous n'avons pas de choix. Nous devons faire un saut en avant parce qu'ils produiront leur plein effet dans dix, vingt ou trente ans et que d'ici là le monde qui les entoure aura bien changé. D'ailleurs, les échéances ne sont pas si lointaines : trente ans, ce n'est rien pour une génération. Ce n'est rien dans la mesure où notre génération actuelle a le devoir de préparer ce dont la génération de demain héritera. Et cette prospective que notre société est contrainte de faire pour les équipements, elle doit aussi s'y exercer dans ce domaine de « l'environnement ».



### Le loisir demain ?

En abordant les problèmes de loisirs, je voudrais rappeler que M. FOURASTIÉ, Président de la Commission des loisirs pour 1985 au Commissariat du Plan, a évoqué pour notre civilisation la possibilité de s'orienter vers une société dans laquelle le travail pourrait ne représenter que trente heures par semaine, que 40.000 heures dans la vie humaine. Bien entendu, personne (et lui le premier) ne peut affirmer que cette possibilité sera réalité.

Je ne suis pas sûr, pour ma part, que la société de demain s'engage réellement dans cette voie de l'augmentation massive du temps de loisir. Peut-être d'autres préoccupations se feront-elles jour, par exemple l'accroissement des revenus : il n'est pas impossible de penser que d'ici trente ans le niveau de vie individuel sera multiplié par quatre. Peut-être le partage avec les pays sous-développés sera-t-il un souci pour la société future ?

Quoi qu'il en soit, il faut que nous sachions qu'il serait possible à la société, si elle consacrait toute son augmentation de productivité à l'augmentation du loisir, de se limiter à trente heures de travail par semaine ou 40.000 heures de travail dans une vie humaine.

Ces chiffres sont importants quantitativement en soi, mais plus encore dans la mesure où ils changent un certain nombre de données et modifient la géographie que nous connaissons. Déjà aujourd'hui, de grands plans d'équipement sont largement commandés par des problèmes de loisir : les vacanciers et leurs préoccupations influent déjà sur les tracés et les priorités autoroutières.

Je prendrai un autre exemple dans un domaine qui vous touche de plus près : celui des résidences secondaires qui constituent, pour les plus fortunés une sorte de couronne autour des villes.

Sait-on qu'autour de Paris, dans un rayon de 200 kilomètres, les deux tiers des maisons rurales sont devenues des maisons de citadins ? Ce chiffre a de quoi impressionner ; il préfigure peut-être, si les facilités de sortie des routes sont accrues, un système urbain de vie totalement différent de celui que nous connaissons.

Il faut toujours pousser l'imagination assez loin pour mieux voir où les tendances aboutissent ; continuons donc. Si nous avions un troisième jour de congé dans la semaine, il est probable que la structure familiale commencerait à sortir de la ville pour s'installer dans cette couronne de 200 kilomètres. Peut-être des moyens nouveaux, comme ceux de l'informatique, ou de l'enseignement à distance (car l'enseignement freine encore la sortie des familles), permettraient-ils à notre société de faire un saut plus radical ?

Il ne s'agit pas, en disant ceci, d'énoncer une préférence : il n'est pas question de pousser la société dans une voie déterminée, c'est à elle de définir ses choix. Elle imaginera peut-être un troisième jour de congé, mais peut-être aussi d'autres formes de « semaine » — pourquoi pas ? —, une période de dix jours de travail et de cinq jours de repos. Je note ceci pour montrer que les générations de demain inventeront sans doute des systèmes que nous ne connaissons pas et qui risquent de modifier considérablement nos données.

Permettez-moi de vous donner encore quelques chiffres avant de revenir à des préoccupations plus proches des nôtres.

Cinquante millions d'habitants en 1969, 70 millions en l'an 2000, dans à peine plus de trente ans. En 1967, 22 millions de « vacanciers » (je n'apprécie pas ce mot, mais je ne vois pas quel autre employer) ; en 1985, 36 à 39 millions et 55 millions en l'an 2000.

Près d'un million et demi de skieurs en 1967, peut-être cinq à dix millions à la fin du siècle.

Un million et demi de résidences secondaires en 1968, quinze millions peut-être en l'an 2000.

Ces chiffres n'ont rien de certain, mais ce sont des hypothèses qu'il faut faire. Elles nous conduisent ainsi (pour en revenir à un domaine qui est le nôtre, celui de l'aménagement du territoire) à voir les agglomérations urbaines s'élargir de façon assez considérable et croître aussi d'une manière générale les « espaces de loisirs ».

\* Mais après avoir donné ces chiffres qui sont des moyennes, je voudrais rappeler que la société va, sans doute, se différencier géographiquement plus largement qu'il n'apparaît.

Dans les villes, bien des gens ne pourront pas partir se reposer loin à l'extérieur pour une raison ou pour une autre. Si même ceux qui partent sont en grand nombre, il est vraisemblable que beaucoup de citadins devront chercher dans la ville même et dans les environs proches des moyens de rupture, de reprise d'équilibre dont ils auront incontestablement besoin et cela quelles que soient les formules d'humanisation qui modifieront le visage de la cité : sur ce dernier point, nous ne devons d'ailleurs pas nous faire trop d'illusions ; quels que soient les paysages urbains plus valables que les urbanistes peuvent présenter aujourd'hui pour les villes de demain, il est vraisemblable qu'avec un délai de trente ans ces villes seront encore largement mal adaptées à la fin du siècle. Des « retours à l'équilibre » devront donc être trouvés pour ces citadins. Ils les trouveront loin grâce à des revenus accrus ; mais pour une grande partie de la population qui n'a pas envie d'aller loin, ou qui, certains jours, ne le peut pas, il faudra les trouver dans des environs plus proches.

Voilà quelques aperçus sommaires de la prospective des loisirs en milieu urbain.

## La nature demain

Quant à la nature, je voudrais aussi recourir un peu à des vues prospectives, bien que ce domaine soit malheureusement difficilement quantifiable dans les comptabilités qui sont les nôtres, où les richesses se mesurent souvent en quantités. Notre société n'arrive pas à donner le prix qu'elle mérite à cette nature qui nous procure pourtant l'équilibre sans lequel nous ne serions pas ce que nous sommes.

La nature, il faut d'abord bien rappeler qu'elle n'est pas « vierge » ; la nature vierge est en voie de disparition. A l'heure actuelle, la France est « un grand jardin », comme le disait un jour en la survolant le roi du Maroc. Quand on est citadin, on se fait de plus en plus d'illusions en pensant que la nature que nous voyons est vraiment « naturelle ». Elle n'est, en fait, plus naturelle ; elle a pris le visage des hommes. Elle commence aussi à être menacée. Il existe des problèmes sérieux dans un certain nombre de régions où la présence des citadins s'accroît. Le long des côtes, près des agglomérations, se posent des problèmes de compétition de terres quant à leur utilisation, de façon telle que la nature libre souvent n'y trouve plus sa place. A l'heure actuelle, des pays, plus sages que le nôtre, se contraignent à réserver un tiers du territoire côtier en zone « sauvage ».

En France, malgré la chance exceptionnelle qui nous est donnée de ce point de vue d'être en Europe un pays encore pratiquement vide, nous devons bientôt constituer des réserves collectives, des « poumons verts », sans quoi nos enfants ne sauront plus, par exemple, ce qu'est la mer et la côte sauvage sans environnement immobilier.

Mais au-delà de ces zones (les zones encombrées) où la compétition s'exerce, il y a un grand problème : celui d'une nature de moins en moins soutenue par l'agriculture. La population agricole a encore, en dehors de sa fonction économique, celle de « maintenir les paysages ». Or, elle est de moins en moins nombreuse.

Je ne voudrais pas que l'on interprète mes propos comme un plaidoyer pour un maintien absolu des chiffres actuels de population agricole active, et il faut bien voir que ce pourcentage est partout en régression. Dans certains pays, comme les Etats-Unis, on prévoit qu'il descendra de 8 % à 1,5 % de population active. 1,5 %, je voudrais qu'on pense à ce que serait à ce taux la nature française.

Le problème n'est d'ailleurs pas seulement un problème de quantité de bras ; il se pose sous l'angle économique ; la population agricole se trouve entraînée à entrer dans des circuits économiques de production tels que cette part d'elle-même qu'était le maintien du paysage commence à être difficilement supportée par les agriculteurs. Ces gestes inconscients qu'ils faisaient ne sont plus « rentables » au sens économique ; ils n'arrivent plus à les faire ; et nous nous trouvons devant une terrible hypothèse : celle où le tiers du territoire français se trouverait à l'état de friche, de friche sociale. Ce que cette situation peut représenter, nous pouvons l'imaginer à travers l'abandon d'un certain nombre de territoires de montagne.

Cet abandon, en tout cas, appelle des mesures. Je n'entrerai pas dans l'étude des mesures économiques, de l'appui qui peut être donné à l'agriculture pour prendre en charge cette partie d'elle-même autre que productive. Je voudrais seulement attirer votre attention sur la solidarité nécessaire qui doit exister entre ceux qui habitent les villes et ceux qui habitent les campagnes pour essayer de maintenir le paysage. La participation des populations urbaines à l'entretien d'un paysage rural n'est pas du tout une « folie » de Marie-Antoinette, un amusement de citadin ; c'est probablement une nécessité sociale, et qui sera de plus en plus évidente.

Voilà ce que je voulais dire, très rapidement, sur la prospective de la nature.

## L'Environnement

Je voudrais maintenant aborder un dernier problème, qui est peut-être plus proche du vôtre, celui de « l'environnement ».

En effet, je ne pense pas qu'on puisse parler de loisir en soi, ni de nature en elle-même. Le loisir en soi ne signifie pas grand-chose dans notre vie en miettes. D'ailleurs, le loisir lui-même est, déjà dans une certaine mesure, « en miettes ». Si l'on tient compte des raccords qui doivent exister avec le travail, la culture, les transports et d'autres préoccupations de notre vie quotidienne, on voit que le loisir ne se détache pas : il est simplement l'occasion d'un nouvel « environnement », et aussi d'un dialogue renouvelé avec la nature.

Le dialogue loisir-nature est l'un des dialogues privilégiés de ce qu'on appelle notre « environnement », et qui est une notion relativement nouvelle. Nous aurons bientôt des spécialistes de l'environnement et il existe depuis de nombreuses années des chaires d'environnement dans les universités des pays anglo-saxons ; l'environnement est devenu réalité. Je le définirai en disant que prendre conscience de l'environnement, c'est prendre conscience de ce que les cadres géographiques et humains dans lesquels nous vivons ont une importance considérable non seulement pour l'individu, mais aussi pour le groupe et même pour la biologie fondamentale de notre humanité.

Notre société, qui est encore très productiviste et saint-simonienne avant tout, se trouve obligée de prêter de plus en plus attention à la manière dont elle vit, à la manière dont ce qu'elle fait par elle-même s'insère dans un cadre, qu'il soit végétal, immobilier ou humain.

L'architecture d'une maison est de moins en moins une architecture pour celui qui y vit qu'une architecture pour ceux qui la voient de l'extérieur. Nous avons donc là un problème de prise en charge de quelque chose qui ne peut plus être assumé individuellement. On parle déjà d'architecture de la ville et c'est bien celle que nous ressentons, quand nous traversons une ville comme Paris ; nous avons beaucoup plus une impression d'ensemble qu'un souvenir de l'architecture de tel ou tel bâtiment en particulier.

Une des grandes mutations de l'avenir, c'est précisément que l'échelle de la prise en charge collective de cet environnement va se modifier. Lorsqu'on dessine sur une carte les limites des 38.000 communes françaises, ce cadastre communal apparaît comme

faisant partie du paysage. Mais il s'agit d'un paysage qui va disparaître en grande partie. Et cela n'est pas propre à la France.

En Suède, où il existait 8.000 communes, on a tendu en moins de vingt ans à les réduire à 800. En France, nous aurons, d'une manière ou d'une autre, une révolution institutionnelle qui sera aussi une révolution de paysage.

Je crois que c'est une leçon pour nous tous de voir que la parcellisation de notre terre doit probablement céder la place à une autre forme de vie collective, à une participation peut-être moins individuelle qu'elle ne l'était jusqu'à présent.

Quand on parle d'environnement, il faut y penser aux différentes échelles. Il y a un certain environnement qui est à l'échelle de la France, c'est l'aménagement du territoire qui conduit une société entière à organiser son développement et à éviter le laissez-faire qui, seul, au XIX<sup>e</sup> siècle et encore au XX<sup>e</sup> aurait abouti à un désordre régional très grand.

Il y a aussi l'environnement à l'échelle de la région, de la cité. La création de régions qui est d'actualité en France en ce moment répond à un besoin de prise en charge, de maîtrise de l'environnement. Il ne faut pas s'y tromper ce n'est pas par plaisir que la société française invente aujourd'hui les régions. Ce n'est pas, d'ailleurs, une spécificité française. Les différents pays du monde sont extrêmement intéressés par notre expérience, notre évolution, parce qu'ils recherchent eux aussi une réponse à ce problème : constituer une collectivité qui ne soit plus dépositaire d'un certain nombre de spécialités ou d'attributions « verticales » : agriculture, transports, industries, santé, etc., le tout divisé en sous-rubriques. Ils sentent la nécessité de prendre prise d'une façon cohérente sur ces différents aspects sectoriels par une maîtrise convenable du développement et de la géographie.

A une autre échelle, celle de la vie quotidienne, nous devons aussi prendre conscience de l'environnement, celui de l'unité familiale, celui aussi des unités humaines dans lesquelles s'exercent des rencontres, des échanges.

Cette prise en charge d'un environnement à diverses échelles résultera de la conception cohérente que nous en aurons. Ce sens que nous allons donner au paysage exprimera une volonté collective, de la même manière que ce qui a fait un village de France, c'est le mode d'organisation collective qui s'y trouve sous-jacent. Le village, ce n'est pas le résultat d'une addition de maisons ; c'est l'expression d'une forme sociale déterminée, répondant à une certaine formule économique et, plus encore, à une certaine formule de communauté.

## Quelques propositions

Je voudrais, à propos de cette prise en charge de l'environnement et en tenant compte de votre expérience, avancer ici quelques idées, voire quelques propositions.

1. D'abord, la prise en charge de l'environnement devra faire appel aux citoyens qui ont envie de refaire le paysage, de le soigner, de la traiter et cela d'où qu'ils viennent, quel que soit leur horizon. Or, de plus en plus de citoyens auront perdu leur attache avec la ruralité qui faisait encore des Parisiens des ruraux qui s'ignorent. Il faudra faire appel à des citoyens dans l'avenir qui n'ont jamais cultivé de leur vie et il faudra développer ce goût en eux. Il faudra penser à ceux qui ont le goût du jardinage — et je ne m'autorise pas à en parler devant vous. Mais il y a aussi ceux qui aiment la forêt, et qui peuvent apporter aux forêts proches des grandes villes les soins dont elles ont besoin. Car il n'y a pas de forêts « naturelles », pas plus qu'il n'y a de paysages naturels. Les forêts ont besoin de soins, et même dans certains cas d'« appropriation » par des équipes qui en feraient leur œuvre.

L'élevage devra aussi retenir l'attention des citoyens. Peut-être pourrait-on envisager leur participation aux travaux d'exploitations d'élevage ? Des exploitations agricoles proches des villes, non seulement ont une utilité économique, mais offrent des possibilités pédagogiques considérables pour les enfants qui n'ont pas de contact avec la terre et les animaux.

Nous rencontrons de plus en plus chez les enfants des villes, lorsqu'ils se trouvent à la campagne, des réactions impensables autrefois et l'on entend des phrases comme celles-ci dans la bouche d'enfants de cinq ou six ans, ou même de dix ans : « Tiens, maman, un porc comme dans les livres ! Un cheval comme dans les livres ! »

Ces réactions montrent combien il serait utile — et je pense que des S.A.F.E.R. urbaines auraient ici un grand rôle à jouer — de ménager tout près des villes des exploitations qui permettent le contact vrai entre le citoyen et l'homme de la campagne.

2. Ces S.A.F.E.R. — mais d'autres formules aussi — permettraient de faire face à un des problèmes difficiles : le problème foncier.

Dans les terrains proches de nos villes, il faudra trouver des formes nouvelles d'exploitation de la terre, indépendantes de leur régime de propriété.

Si notre société veut éviter les friches auprès des villes, ces terrains vagues qui sont vraiment l'abomination des banlieues, elle devra inventer des formules telles qu'elles ne laissent pas de vacuité aux abords des agglomérations. C'est là un point qui doit intéresser particulièrement vos organisations.

Les maladies des villes se créent à leur frontière, là où il n'y a pas de point fort, économique, social ou culturel pour résister à l'appétit désordonné de terres nouvelles...

3. Je terminerai par une considération fondamentale pour l'environnement : celle de la transition entre les générations.

Nous constatons, en effet, que cette transition ne se fait pas toujours et qu'un certain nombre de gestes, habituels aux générations passées, ne se transmettent pas aux enfants.

En ce moment, par exemple où la mode du cheval renaît, nous apercevons que les palefreniers deviennent rares et qu'il faudra créer des écoles de palefreniers si nous voulons que le cheval se perpétue.

Dans cette transmission des gestes, je pense que les anciens ont un rôle très important à jouer vis-à-vis des jeunes que les adultes habituent trop à un contact exclusivement théorique avec ces réalités.

A cet égard, il est certain que les jardins ouvriers peuvent offrir une pédagogie active à des jeunes enfants qui ont soif de nature.

Nous sommes très réconfortés à cet égard par les enquêtes que nous menons, notamment auprès des enfants des villes. Elles nous montrent que la préoccupation de la nature est extrêmement présente chez les enfants et qu'elle est même croissante. Mais ce n'est pas par des mots que nous devons répondre à cette préoccupation, mais par une sorte de compagnonnage, pendant la période où ils peuvent partager des gestes qu'ils ne connaissent pas, et faire des choses qui ne leur sont pas familières.

Voilà, Mesdames et Messieurs, ce que je voulais vous dire sur l'environnement qui est actuellement un problème très important pour notre société.

Nous devons prendre garde que notre société ne mette pas tout en miettes, le loisir comme le reste, qu'il ne soit pas lui-même une occasion d'éparpiller la vie. Il faut préparer l'avenir de telle manière que le temps ne soit pas émietté, qu'il redonne à l'homme

son équilibre et le dialogue vrai avec la nature. Cette richesse dont nous sommes les dépositaires, et dont nous ne prenons pas assez conscience, nous devons faire attention à ne pas la mesurer seulement en argent comme la fortune, pas plus que l'éternité ne se mesure en pierres ou les loisirs en termes de vitesse.

Nous devons nous efforcer de créer une vie plus harmonieuse, de permettre aux générations de demain de garder cet équilibre dont nous sommes, de façon précaire, les dépositaires. (*Applaudissements.*)

## Les parcs naturels régionaux

par M. Bernard SAILLET,

Ingénieur du Génie Rural, des Eaux et des Forêts

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs,

Chargé de vous présenter une formule nouvelle d'aménagement du territoire : les Parcs naturels régionaux, je vais très rapidement tracer le plan de mon exposé.

Je ferai d'abord un petit historique pour vous montrer comment sont nés les parcs.

Ensuite, je m'efforcerai de répondre à la question : pourquoi les parcs ?

Puis nous étudierons leur contenu.

Enfin le problème capital : comment réaliser des parcs.

### L'historique des parcs naturels régionaux

Cette partie sera brève, car les Parcs naturels régionaux sont tout récents. Voici un peu plus de deux ans que ces trois mots sont apparus, dans le langage des aménageurs, puis à la radio, à la télévision, dans les journaux spécialisés, dans la presse professionnelle, dans le *Moniteur des Travaux Publics*, dans *Science et Vie*, dans le *Petit Echo de la Mode*, dans *Constellation*, dans la presse enfantine.

Des journées nationales pour l'étude des Parcs naturels régionaux avaient eu lieu du 25 au 30 septembre 1966, à Lurs, en Provence.

Dans ce village de Haute-Provence, au milieu des oliviers, sur les gradins de pierre d'un amphithéâtre de plein air, dans un site